

Thème 2 – Les dynamiques de la mondialisation

Question 1 – La mondialisation en fonctionnement

Chapitre III

La mondialisation en fonctionnement

Problématique : quels sont les mécanismes de l'économie mondialisée ?

- Etude de cas : l'iPhone, un produit mondialisé
- Méthodologie du schéma : une FTN sans usine, l'exemple de Nike
- Méthodologie du schéma : le narcotrafic, un acteur de l'antimonde

Mondialisation : processus d'intégration des différents espaces du monde par leur mise en relation commerciale.

Introduction : les trois temps historiques de la mondialisation

- **La 1^{re} mondialisation** : la découverte à la fin du XV^e siècle du Nouveau Monde par les Européens, qui organisent le commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique et qui ouvrent les voies maritimes vers l'Asie. Cette mise en relation commerciale se fait en faveur du Vieux Continent.
- **La 2^{de} mondialisation** : la formation des empires coloniaux européens au XIX^e siècle répond aux besoins de ressources liées à la Révolution industrielle et à la nécessité d'ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux pour écouler ces produits industriels. Il s'agit là aussi d'une mondialisation forcée, en faveur des Européens. ("L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", Lénine).
- **L'actuelle mondialisation** se met en place de manière progressive après la 2^{de} guerre mondiale sous l'égide des Etats occidentaux dans un contexte de libéralisation des échanges. En effet, cette mondialisation se fait selon une logique capitaliste, c'est-à-dire par l'accumulation du capital et la recherche du profit. Le modèle économique de référence est le libre-échange (ouverture des frontières) qui doit renforcer l'interdépendance des Etats en les amenant à la prospérité globale afin d'éviter les guerres. A partir des années 1970, le processus s'accélère.

Cette mondialisation économique et culturelle génère néanmoins de nombreuses interrogations et diverses interprétations, que ce soit chez les économistes, les historiens, les journalistes ou les hommes politiques.

Le phénomène touche une grande partie de la population mondiale, en suscitant à la fois l'élévation du niveau de vie et le renforcement des inégalités sociales. La mondialisation engendre espoirs, fantasmes et frustrations.

I La formation d'un système-monde

A L'accroissement des échanges mondiaux

Le système-monde : un monde constitué d'espaces mis en interrelation par de multiples réseaux (réseaux de transport, de communication, financiers...).

La Triade : terme de l'économiste K. Ohmae désignant les trois pôles majeurs du commerce mondial (Amérique du Nord, Europe, Japon/Corée du Sud).

- De la fin de la 2nde guerre mondiale jusqu'à nos jours, **les échanges de marchandises à travers le monde n'ont cessé d'augmenter**. En 1948, les exportations mondiales s'élevaient à 60 milliards de dollars. A partir des années 1970, sous la conjugaison de divers facteurs, le commerce mondial connaît une croissance exponentielle. En 2012, les échanges mondiaux de marchandises atteignent le chiffre record de 18000 milliards de dollars. En parallèle, le développement des moyens de communications entraîne une diffusion planétaire de l'information et des échanges culturels. Ainsi, **l'interdépendance économique** toujours plus grande des Etats participant à la mondialisation, et la globalisation des techniques de communication provoquent une **intégration** poussée des territoires qui tend à former un **système-monde**. Certains sociologues évoquent même l'idée d'un "village global".
- Mais toutes les régions du monde ne participent pas dans la même proportion à ces échanges : en effet, la Triade représente 80 % des échanges mondiaux, et ce pourcentage s'élève à 90 % si l'on ajoute la part de la Chine. Le reste du monde (Afrique, Amérique du Sud, ex-CEI et l'Asie) n'a qu'un poids marginal dans ces échanges, malgré l'amorce d'un **rééquilibrage** depuis une décennie.
- En outre, cet accroissement des échanges commerciaux sur la planète a connu des **ralentissements et même un repli à la fin des années 2000**. Ceci s'explique par les crises économiques successives qu'ont connu les pays développés (2008 avec la crise des "subprimes"), ainsi que par les aléas politiques (le "printemps arabe" de 2011) ou encore le désastre écologique de Fukushima au Japon (2011).

B Les facteurs de la mondialisation économique

Cette accroissement/explosion des échanges mondiaux est imputable à différents facteurs :

B.1 Le facteur technologique (révolution des transports et des communications)

- A partir des années 1970, les transports connaissent une véritable révolution. Qu'ils soient maritimes, routiers, ferroviaires ou aériens, les transports augmentent leur capacité de chargement, leur vitesse et leur autonomie, tandis que leur coût diminue. Le transport maritime représente à lui seul **90 % du trafic mondial**. Les navires commerciaux qui sillonnent les mers atteignent des tailles gigantesques (le porte-conteneur Marco Polo de la CMA-CGM mesure 400m de longueur et 50m de large) et peuvent contenir jusqu'à 16000 conteneurs. Ces navires se sont en outre spécialisés dans leur chargement : les tankers (navires citernes) par exemple transportent des produits sous forme liquide, que ce soit du pétrole (pétroliers), des produits chimiques (chimiquiers) ou du gaz (méthaniers).
- Afin de transporter les marchandises, **l'utilisation de conteneurs** a été généralisée. Ce caisson métallique a été standardisé selon la norme **EVP** (équivalent vingt pieds). Placer des marchandises dans ces conteneurs a permis de supprimer les pertes de temps lors des transbordements, ainsi que les dégradations. Leur taille standard, adoptée par toutes les compagnies de transport, permet **l'intermodalité** (changement de moyens de transport), et donc des gains de

temps considérables. Enfin, les conteneurs peuvent transporter tous types de marchandises car ils sont adaptables : certains sont ventilés, d'autres sont réfrigérés, d'autres enfin sont des conteneurs-citernes.

- En parallèle, les réseaux de communication connaissent une révolution sans précédent depuis les années 1970. En 1965, le 1er satellite géostationnaire autorisait 240 conversations téléphoniques au-dessus de l'Atlantique. En 1995, l'Intelsat V en permet 12000. Avec la généralisation de la fibre optique et l'utilisation massive du réseau internet, il est possible de communiquer avec tous les points de la planète de manière instantanée. Ce sont aujourd'hui les quelques 250 **câbles sous-marins** sillonnant les océans qui assurent 99 % du trafic intercontinental. De véritables réseaux se forment et bouleversent les sociétés et les espaces. Grâce à ces évolutions, **l'espace-temps se contracte et recompose les territoires mondiaux** (voir carte par anamorphose des liaisons TGV en France).

B.2 Le facteur géopolitique

La fin de la guerre froide dans les années 1990 et l'effondrement de l'URSS entraînent la libéralisation économique des anciennes puissances communistes (Russie, Chine, Vietnam...). D'immenses marchés s'ouvrent et permettent aux acteurs économiques d'atteindre de nouveaux espaces et de nouvelles ressources. En parallèle, les processus d'intégration régionale se multiplient et s'approfondissent, en renforçant la coopération économique des États voisins.

B.3 La diffusion du modèle libéral

La libéralisation du commerce par le GATT puis l'OMC

Cycle	Date	Nombre d'États	Principaux actes
Genève	1947	23	Réduction tarifaire sur 50 % du commerce mondial
Annecy	1949	13	Réduction tarifaire de 45 % des droits de douane
Torquay	1950-1951	38	Réduction tarifaire de 25 % sur 55 000 produit
Genève	1956	26	Faibles résultats
Dillon	1961-1962	26	Réduction tarifaire sur 60 000 produits, négociations sur le produits agricoles
Kennedy	1964-1967	48	Réduction tarifaire de 35 %
Tokio	1973-1979	102	Réduction tarifaire de 33 %
Uruguay	1986-1994	116	Création de l'OMC, négociations sur l'agriculture, mes règles sanitaires, le textile, la propriété intellectuelle
Seattle	1999	135	Échec du lancement du Cycle du millénaire
Doha	2001	143	Lancement du Cycle du développement
	2003	146	Échec du sommet de Cancun
	2006	148	Suspension des négociation
	2011	157	Admission de la Russie

- Comment les accords du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) ont-ils stimulé les échanges mondiaux ?
- À quels moments ces accords commencent à être généralisés à une grande partie de la planète ?
- Dans quelle catégorie de pays sont signés la plupart des accords ?

II Les acteurs de la mondialisation

A Les FTN, acteurs majeurs de la mondialisation

Une FTN (Firme Transnationale) : entreprise exerçant des activités dans différents pays par l'intermédiaire de filiales.

Les Firmes transnationales sont les **acteurs principaux** de la mondialisation. Les stratégies commerciales des FTN ont imposé une **nouvelle division du travail** en implantant leurs filiales dans les différents pays du monde. Leurs investissements (IDE= Investissement Direct Etranger) transforment les territoires et les spécialisent. Aujourd'hui, les 80000 FTN représentent les 2/3 du commerce mondial, $\frac{1}{4}$ du PIB mondial (Produit Intérieur Brut, la création de richesse) et 75 millions de salariés. (voir *doc 1*)

A.1 Historique des FTN :

Que des firmes soient présentes dans différents pays n'est pas nouveau. Aux XIV^e et XV^e siècles, les Médicis ont installé leurs établissements bancaires dans plusieurs royaumes de la chrétienté. Au XVIII^e siècle, les compagnies de commerce anglaises, hollandaises ou françaises possèdent des comptoirs commerciaux dans divers continents. Mais jusqu'à la fin de la 2^{de} Guerre mondiale, ce phénomène reste assez limité. Avec l'ouverture progressive des frontières et la révolution des transports et des communications des années 1970, le nombre de FTN est démultiplié. En 1990, il était recensé 37 000 FTN dans le monde ; 80 000 FTN en 2012.

A.2 Les stratégies des FTN

- Pourquoi une entreprise choisit-elle d'implanter ses filiales à l'étranger, alors qu'avec l'ouverture du monde, elle pourrait se contenter d'exporter sa production ? Les raisons sont multiples :
 - l'accès à l'approvisionnement des matières premières
 - un accès direct au marché de consommation
 - l'emploi d'une main d'œuvre bon marché
 - des législations permissives ou incitatrices (ex : les "Dragons", les "bébés tigres", la Chine...)

- Les stratégies d'implantation des FTN dans un pays prennent en compte différents facteurs : les risques géopolitiques, la qualité du réseau de transport et de communication, le coût de la main d'œuvre, les réglementations nationales, le degré de corruption des fonctionnaires locaux... Cette évaluation du "risque-pays" (réalisée par les agences de notation comme Fitch ou Moody's) permet de sécuriser les IDE.
- Les stratégies des FTN obéissent donc à des **intérêts propres et des logiques de rentabilité** qui ne prennent plus forcément compte de l'attachement au pays d'origine. Elles traversent et transcendent les frontières pour devenir des entités économiques qui ne possèdent parfois même plus d'unité de production. L'exemple de la firme Nike est édifiant : le siège social se charge de la conception du produit et de la coordination de la production. Toute la production est sous-traitée, aucune usine n'appartient en propre à la firme, dans le but de maximiser les bénéfices et de minimiser les coûts (voir *méthodologie du schéma : Nike, l'exemple d'une FTN sans usine*).

B Une multiplicité d'acteurs

B.1 Les États

- Durant des siècles, **l'État nation a contrôlé l'espace** en étant le seul organisateur de son territoire à l'intérieur des frontières. Il contrôlait aussi la redistribution des richesses économiques.
- Mais le processus de mondialisation actuel, marqué par l'effacement des frontières, la multiplication des réseaux et l'importance décisionnelle des firmes transnationales est profondément déstabilisant pour les États.
La mondialisation réorganise les territoires selon des logiques qui échappent au contrôle des instances étatiques.
- Pourtant, les États restent des acteurs incontournables de la mondialisation. L'accroissement des échanges a été stimulé par les accords multilatéraux signés par les États (GATT/OMC), qui ont accepté d'abaisser librement leurs barrières douanières. Les États jouent aussi un **rôle majeur dans l'accueil des IDE** en cherchant à rendre leur territoire attractif par des **aménagement multiples** (ex : projet du Grand Paris, aménagement du port artificiel de Yangshan à Shanghai) qui accompagnent les besoins des FTN.
Les gouvernements appuient les champions nationaux lors des visites à l'étranger (ex : voyage de F. Hollande en Chine en avril 2013, accompagné d'une soixantaine de chefs d'entreprises). Enfin, l'éducation et la formation financées par les États garantissent la compétitivité de demain (ex : Brain drain américain, université indienne de Bangalore...). Les politiques mises en place par les gouvernements ont pour but d'arrimer le pays à la mondialisation et d'en capter les retombées économiques (ex : politique du parti communiste chinois d'ouverture des zones littorales aux IDE).

B.2 Les OIG (Organisations Intergouvernementales) et les organisations régionales

- Les organisations Intergouvernementales sont le fruit de la **collaboration mondiale des États** dans le cadre d'un système-monde. Elles rassemblent une grande partie des pays de la planète qui ont accepté de se soumettre à des **réglementations communes**.

L'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), constituée de 159 Etats signataires, régleme le fonctionnement du commerce mondial et tranche les litiges commerciaux.

Le FMI (Fond Monétaire International) a pour fonction d'assurer la stabilité financière de ses membres et d'intervenir auprès des pays en difficulté. Cette OIG assure des prêts financiers et supervise des réformes économiques parfois drastiques aux Etats touchés par des crises (crise russe en 1998, crise grecque en 2010).

- **Les organisations régionales visent à renforcer les liens d'interdépendance entre Etats voisins et stimulent leurs échanges.** L'organisation régionale la plus aboutie est l'Union-Européenne, qui rassemble 28 Etats dans une union économique et monétaire. Mais d'autres organisations régionales existent : l'Alena (Accord de Libre-échange nord-américain qui rassemble les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) ; le Mercosur (union douanière entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay)...

B.3 Les ONG (Organisations Non Gouvernementales)

- Les ONG jouent un rôle croissant dans la mondialisation. Organisées en réseaux, elles participent à la construction d'une **opinion publique mondiale** et puisent leurs idéologies dans l'action citoyenne. Les ONG ont des motivations et des terrains d'actions très variés, que ce soit l'écologie (Greenpeace), la santé (MSF), le respect des libertés fondamentales (Amnesty International). Elles se déploient au niveau mondial en transcendant les frontières.
- Certaines s'illustrent par leur **contestation de la mondialisation** : le réseau altermondialiste peut mobiliser massivement et jouit d'une influence aux dimensions planétaires. Ces ONG altermondialistes ont des modalités d'action très diverses mais ont en commun le rejet du libéralisme économique, de la spéculation financière et de l'inégale répartition des richesses. Elles se structurent très souvent via internet et utilisent les nouveaux réseaux sociaux pour diffuser leurs messages. Les mouvements ATTAC ou celui des Indignés sont représentatifs de l'altermondialisme, dont le grand rendez-vous est le **Forum Social Mondial** de Porto Alegre (Brésil).

B.4 Les acteurs de l'antimonde

- Le crime organisé est lui aussi mondialisé : il emprunte les réseaux de la mondialisation et les subvertit. L'économie souterraine est difficile à évaluer par nature mais créerait chaque année près de 1000 milliards de dollars. Les différents groupes mafieux et criminels se structurent en **réseaux internationaux** et fonctionnent dans la même logique que l'économie mondiale : les trafics connaissent une augmentation exponentielle au même rythme que les échanges légaux. Si le trafic de drogue reste le principal pourvoyeur de fonds des organisations mafieuses (la *Ndrangheta* calabraise, les narcotrafiants mexicains et colombiens... (voir *méthodologie du schéma : le narcotrafic, un acteur de l'antimonde*), bien d'autres trafics prospèrent dans les zones grises de la mondialisation (trafic d'armes, réseaux de passeurs, réseaux de prostitution...).
- Le crime organisé est parfois recouvert de revendications idéologiques ou politiques. Les groupes terroristes comme AQMI ou le mouvement des Talibans appartiennent à la nébuleuse djihadiste mondiale qui se déploie en réseau, utilise les moyens de communication mondiaux et recrute des combattants issus de

diverses parties du monde. Les bases de ces organisations ne sont pas circonscrites à des territoires bien définis, mais sont mouvantes et implantées dans les espaces en marge de la mondialisation.

III La NDIIT impose de nouveaux rapports de force

A La spécialisation des territoires à l'échelle planétaire

La NDIIT (la Nouvelle Division Internationale du Travail) : la spécialisation productive des territoires dans le cadre de la mondialisation.

Un pays émergent : un nouveau pays industrialisé (NPI) en passe de devenir un pôle majeur de l'économie mondiale. Les BRICS forment les cinq pays émergents dont la puissance économique réorganise l'espace mondial (la Russie est une exception : elle appartient aux BRICS mais n'est pas un NPI).

- Selon ses thuriféraires, la logique de la mondialisation serait de lisser les différences et d'unir tous les points de la planète. En réalité, **le processus de mondialisation n'abolit pas les territoires mais les reconfigure**. Dans le cadre de la mondialisation actuelle, les FTN ont essaimé dans de nombreux pays. L'objectif de rentabilité a poussé les firmes à **transférer leurs activités productives dans les pays en développement**. **L'ouverture des frontières, les formidables disparités salariales du globe, la révolution des transports et des communications ont permis de maximiser les bénéfices**. Les sièges sociaux et les activités de recherche /développement sont en général restés ancrés dans le berceau national : ces lieux représentent les centres névralgiques des firmes car la conception des produits et les stratégies commerciales y sont élaborées. **Le processus d'assemblage des produits a été en revanche massivement délocalisé dans les pays à bas coûts salariaux**.
- Ce sont tout d'abord les activités de production de textile, de l'automobile, de l'industrie lourde et de l'électronique qui furent transférées dans les années 1980 dans des pays comme la Chine, la Turquie ou les " dragons " asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong) qui ont su attirer massivement les IDE. Mais c'est aujourd'hui l'ensemble des produits mondialisés qui connaît ce mécanisme (ex : la firme de haute technologie Apple et le iPhone, voir *étude de cas*).
- Les stratégies des FTN ont ainsi entraîné une **Nouvelle Division Internationale du travail** en favorisant la spécialisation des territoires. Une partie des pays du Sud ont accueilli les tâches productives délocalisées des pays du Nord. Ce transfert a engendré l'éclosion de nouveaux pôles économiques qui se sont différenciés des autres pays en développement : ce sont les **pays émergents**.
- Les retombées de la croissance ont permis à ces États de mettre en œuvre des politiques entraînant une **hausse du niveau de vie** de leurs populations, brouillant la traditionnelle délimitation Nord/Sud. Un État comme la Corée du Sud, encore considéré en développement dans les années 1970, est aujourd'hui désigné comme un pays du Nord. Sans connaître une élévation aussi fulgurante, plusieurs pays du Sud ont vu éclore des **classes moyennes** grâce à ces transferts d'IDE. On estime la classe moyenne chinoise à 300 millions de personnes ; le salaire mensuel serait passé de 100 \$ en 1970 à 350 \$ actuellement. Ces classes moyennes constituent de nouveaux marchés de consommation mais aspirent aussi à de nouvelles revendications.

B Les tensions liées au rééquilibrage économique

- Néanmoins, la NDIT impose de **nouveaux rapports de force** suscitant tensions et frustrations. La Triade contrôle encore une large partie du pouvoir économique et du savoir-faire technologique. Elle reste l'épicentre de l'impulsion en concentrant la majeure partie des sièges sociaux des FTN. Avec 15 % de la population mondiale, ces puissances traditionnelles effectuent 80 % des échanges mondiaux de marchandises et 70 % de la production industrielle.
- Mais les États du Nord souffrent de la concurrence des NPI (Nouveaux Pays Industrialisés), en particulier des BRICS (voir *doc 2*). Ces **nouveaux poids lourds de l'économie mondiale** tentent de s'affirmer et de réorganiser l'espace à leur profit. Les cinq BRICS représentent aujourd'hui 29 % de la production industrielle mondiale ; La Chine s'est hissée en 2012 au premier rang de la production industrielle devant les E-U, tandis que le Brésil a dépassé le R-U et la France. Les FTN des Suds sont de plus en plus nombreuses et influentes dans l'économie mondialisée.
- Face à ce rééquilibrage, les pays du Nord semblent bien en peine d'enrayer les **délocalisations massives** qui provoquent chômage et paupérisation parmi les couches de population les moins qualifiées (ex : ArcelorMittal et la fermeture de l'usine Florange en France). Les **tentations protectionnistes** se multiplient et de véritables bras de fer sont engagés devant les instances de réglementation internationale (accusation de dumping social, renforcement des contrôles de marchandises...).
- La NDIT soumet donc les espaces de la planète à une rude concurrence : loin d'être épargnés, les NPI doivent eux-mêmes faire face à une **seconde phase de délocalisation** vers les pays très pauvres de l'Asie du Sud et du Sud-Est (voir *doc 3*). Enfin, si la **mondialisation intègre, elle exclut aussi**. Tous les territoires ne participent pas à la mondialisation, car ils ne disposent pas des atouts susceptibles d'attirer les investissements (instabilité politique, défaillance des infrastructures...) et restent en marge du commerce mondial.

IV L'explosion des mobilités et des flux internationaux

Les mobilités : déplacements de personnes pour le travail, les loisirs, la fuite des troubles politiques...

Un flux : déplacement de personnes, de biens, de capitaux ou de services.

La mondialisation repose sur la **mobilité** sans précédent des hommes, et l'explosion des **flux** de marchandises, d'informations et de capitaux grâce à la révolution des transports et des télécommunications. Avec la contraction de l'espace-temps, les distances semblent être abolies et les différents flux mettent en contact des régions très éloignées du monde. Ces mobilités et ces flux transforment et reconfigurent les territoires en fonction du niveau d'intégration des espaces à la mondialisation. Il en résulte un système-monde qui connecte, marginalise, et met en concurrence ces territoires.

A Les mobilités : l'explosion du tourisme international

Un touriste : un visiteur temporaire qui reste plus d'une nuit et moins d'un an dans un pays étranger.

- L'explosion du tourisme de masse depuis les années 1970 est liée à plusieurs raisons :
 - l'ouverture progressive des frontières ainsi que les accords interétatiques sur la libre circulation des personnes.
 - La révolution des transports a entraîné la contraction de l'espace-temps, notamment grâce à la formidable expansion du transport aérien. Aujourd'hui pratiquement tous les points de la planète peuvent être rejoints en moins de 24 heures. En outre, la féroce concurrence entre les compagnies aériennes a rendu accessible ce type de transport aux classes moyennes des différents pays du monde.
- La révolution des télécommunications, avec l'arrivée des téléphones portables, d'internet et du GPS.
- L'élévation du niveau de vie depuis les années 1960/1970 a permis le développement du tourisme de masse. Concernant essentiellement les populations du Nord, ce phénomène s'est, depuis quelques années, élargi à certains pays du Sud qui ont connu l'émergence d'une classe moyenne (Chinois, Saoudiens, Brésiliens).
- Enfin, la diffusion de l'anglais comme langue internationale et son utilisation généralisée.
- Le tourisme prend des formes variées, qu'il soit d'affaires, balnéaire, patrimonial, religieux... Dans tous les cas, il représente **une véritable "manne" financière pour les territoires attractifs**. Il permet aussi de créer de nombreux emplois, de mettre en valeur des espaces autrefois délaissés et de construire des réseaux de transport et de communication. On dénombre **en 2010 près d'un milliard de touristes internationaux** pour des recettes chiffrées à près de 700 milliards d'euros. Rien qu'en France, pays le plus visité du monde, l'activité touristique représente 900 000 emplois. La France, l'Espagne, les États-Unis et l'Italie rassemblent un tiers des arrivées touristiques (voir *doc 4*). Le tourisme international a parfois été interprété comme la **redistribution des richesses du Nord dans les pays du Sud. Il n'en est rien, car les pays développés sont les principaux émetteurs et récepteurs du tourisme mondial**.
Néanmoins, plusieurs pays du Sud ont réussi à attirer les touristes étrangers et à capter les retombées financières (Maroc, Thaïlande, République dominicaine... voir *doc 5*). Cette activité engendre une forte croissance économique et l'élévation du niveau de vie d'une partie des populations locales.
- L'arrivée massive de touristes internationaux est **consécutive à l'intégration du territoire récepteur dans la mondialisation** (infrastructures de transports) **et à son attractivité** (stabilité politique, mise en valeur du patrimoine historique...). Il en résulte une profonde transformation des territoires et des paysages (littoraux méditerranéens, îles thaïlandaises) au prix de constructions parfois pharaoniques (l'archipel artificiel de Palm Jumeirah à Dubaï).
- Néanmoins, **le tourisme de masse, s'il enrichit les uns, renforce les inégalités** face aux espaces non intégrés et génère des frustrations. En effet, l'arrivée massive de touristes à fort pouvoir d'achat entraîne bien souvent une hausse généralisée des prix, d'importantes dégradations environnementales et la destruction des cadres traditionnels des sociétés autochtones. De surcroît, la dépendance économique de certains pays envers le tourisme est trop forte : il suffit d'un retournement de conjoncture pour qu'une part non négligeable des recettes du pays disparaisse (les révolutions en Tunisie et en Egypte). De nombreux gouvernements commencent à prendre conscience des **effets pervers du**

tourisme de masse et essayent d'en limiter les effets (protection de la faune et de la flore dans le cadre de Parcs nationaux, refus de l'accès à la propriété pour les investisseurs étrangers...).

- Le tourisme international suit donc la **logique de la mondialisation** : les **territoires connectés** récupèrent les bienfaits de la "manne touristique", tandis que nombreux autres restent **en marge** malgré un fort potentiel à cause du manque d'infrastructures et de l'instabilité politique (Algérie, Afghanistan, Birmanie...).

B Les mobilités : migrants économiques et réfugiés

B.1 Les migrations économiques

Un migrant : un individu qui quitte son pays d'origine pour s'installer dans un pays d'accueil.

- Les migrations des peuples sont un phénomène historique très ancien. Au XIX^e siècle, de larges diasporas se sont constituées (diaspora juive, libanaise, italienne) en conservant des liens étroits avec leurs communautés d'origine. Mais **le processus de mondialisation a décuplé ce phénomène de migration**.
- Les migrations économiques concernent essentiellement les **flux Sud/Nord**. **Les populations des pays à l'IDH faible cherchent à accéder à de meilleures conditions de vie en migrant dans les pays d'accueil du Nord**. La recherche d'un emploi, l'accès au soin et à l'éducation sont les motivations principales dans la décision d'émigrer. Jusque dans les années 1980, les frontières des pays développés étaient ouvertes car ces pays manquaient de main d'œuvre et devaient faire face au vieillissement de leur population. Pendant plusieurs décennies, les vagues migratoires, souvent liées aux relations coloniales, ont entraîné l'installation de millions de **migrants** dans les pays d'accueil tels que les États-Unis ou la France.
- Avec les chocs pétroliers et le ralentissement de la croissance économique, la plupart des pays du Nord ont tenté de juguler les vagues migratoires en fermant leurs frontières et en durcissant leurs législations. Les gouvernements des pays développés ont opté pour **une politique d'immigration "choisie"**, en favorisant les migrants hautement qualifiés (l'exemple du *Brain drain* aux États-Unis).
- Les flux migratoires ne se sont néanmoins pas taris, mais ont mué en **migrations clandestines**. Ces migrants illégaux cherchent à pénétrer dans les territoires américains et européens malgré la **militarisation des frontières** (frontière américano-mexicaine, enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc). Les pérégrinations des migrants clandestins sont généralement très risquées (esclavagistes au Soudan et au Sinaï, naufrages en Méditerranée, voir *doc 6*).
- Les flux migratoires ne se résument pas aux migrations Sud/Nord. A l'intérieur des pays du Nord, de nouvelles dynamiques sont apparues depuis les années 1990 et l'effondrement du bloc soviétique. De nombreux ressortissants des pays de l'Est s'installent légalement en Europe de l'Ouest et en Amérique, car ils représentent une main-d'œuvre qualifiée convoitée par les pays développés.
- La nouveauté de ces dernières décennies réside dans l'émergence des flux Sud/Sud. Avec la différenciation des Suds, les migrants pauvres d'Amérique latine, d'Afrique et de l'Asie du Sud-Est migrent dans les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Qatar), au Brésil ou encore en Afrique du Sud afin d'y trouver un emploi et un

revenu. Ces migrants sont souvent victimes d'une véritable exploitation et de graves discriminations (Philippins en Arabie Saoudite).

Malgré la difficulté de recenser le nombre de migrants, les organisations internationales estiment que les migrations sont passées de 45 millions de personnes en 1965 à 200 millions en 2010 (voir *doc 7*).

B.2 Les réfugiés politiques et climatiques

Un réfugié : individu forcé de fuir son pays d'origine.

- **Les réfugiés politiques** : d'après le HCR (Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés), les réfugiés politiques représenteraient environ **20 millions de personnes déplacées**, obligées de fuir les troubles, les persécutions religieuses (chrétiens d'orient) et le non-respect de leurs libertés fondamentales. Ces réfugiés s'installent dans des pays d'exil (principalement l'Europe et l'Amérique), ou s'entassent dans des camps de fortune à l'intérieur des pays limitrophes. L'afflux massif de réfugiés dans les pays voisins est généralement très déstabilisant, car il provoque de graves problèmes sanitaires et sont le ferment de nouveaux troubles politiques (les camps palestiniens au Liban, la région du Nord-Kivu en RDC).
- **Les réfugiés écologiques et climatiques** : cette dénomination regroupe les personnes forcées d'émigrer de manière temporaire ou permanente à cause de la dégradation de leur environnement. Les causes sont multiples : pollution des sols, désertification ou montée des eaux. Cette dernière catégorie est apparue récemment à la faveur du réchauffement climatique. Les territoires menacés de submersion concernent surtout les archipels (Tuvalu) ou les régions de delta (Bangladesh). **L'HCR évalue à 20 millions le nombre de réfugiés écologiques (voir *doc 8*).**

C Les flux de capitaux et la financiarisation de l'économie mondiale

Les capitaux (dans le sens financier du terme) : actifs financiers qui représentent un revenu ou un gain en échange d'une prise de risque.

A la fin des années 1970, les administrations Reagan (E-U) et Thatcher (R-U) prennent la décision de **déréglementer les transactions financières**, c'est-à-dire de ne plus exercer de contrôle direct sur les flux financiers et leurs détenteurs. Les banques, les assurances et les fonds de pension peuvent donc placer leurs capitaux à la recherche du meilleur profit sur les marchés financiers (dettes souveraines, marchés des matières premières...) organisés par les grandes places boursières (Londres et le Stock Exchange, N-Y et le Nasdaq, Paris et le CAC 40, Francfort...).

Cette déréglementation a permis à la finance spéculative de dominer l'économie mondiale. La capitalisation boursière mondiale a été multipliée par 7 en 20 ans et a atteint en 2007 68 milliards de dollars. Si les profits et les gains ont été démultipliés, le système est basé sur le risque et a entraîné **24 crises majeures** depuis les années 1970 qui ont profondément affecté l'économie réelle.

Le système bancaire et financier mondial s'est effondré lors de la **crise de 2007-2011**, en particulier dans les grands pays développés. Elle oblige les États et les OIG (FMI) à intervenir au prix d'une explosion de l'endettement : nationalisation

partielle de la Lloyds britannique, de la banque américaine Merrill Lynch, établissement du plan Paulson, faillite de la Grèce... **Ces crises systémiques transforment les équilibres géopolitiques mondiaux** car les grands pays du Nord en sortent fragilisés et dépendants des pays détenteurs de la dette publique souveraine (la Chine possède 22 % de la dette extérieure américaine, voir *doc 9*).